



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté du **03 JUIL. 2023**

**abrogeant l'arrêté de mise en demeure en date du 23 novembre 2022
pris à l'encontre de la SAS Ferme éolienne du Puech d'Al Lun,
pour le parc éolien qu'elle exploite aux lieux-dits « Courbière »,
« La Biscontarié », « La Lauzière » et « Soulhiols »
sur le territoire de la commune d'ASSAC**

Le Préfet du Tarn,

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Tarn ;
- VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 novembre 2022 pris à l'encontre de la SAS Ferme éolienne du Puech d'Al Lun, dont les installations sont situées aux lieux-dits « Courbière », « La Biscontarié », « La Lauzière » et « Soulhiols », sur la commune d'ASSAC, afin de respecter les prescriptions applicables aux activités de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs ;
- VU** le permis de construire n° PC 08101905A1008 en date du 15 mai 2007 accordé à la SARL ABOWIND ;
- VU** le récépissé préfectoral du 10 janvier 2013 octroyant le bénéfice des droits acquis à la SAS Energie Asset Management, pour l'exploitation d'un parc éolien comprenant 5 aérogénérateurs, situé sur la commune d'ASSAC, et actant leur classement en régime d'autorisation sous la rubrique n°2980-1 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le courriel de l'exploitant en date du 8 mars 2023, apportant les justificatifs pour lever les non-conformités de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

CONSIDÉRANT que suite à la transmission du courriel de l'exploitant en date du 8 mars 2023 susvisé, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les travaux de mise en conformité ont été réalisés selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 novembre 2022

L'arrêté préfectoral de suspension conservatoire et de mise en demeure du 23 novembre 2022 susvisé est abrogé.

Article 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ainsi que le maire de la commune d'ASSAC, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS Ferme éolienne du Puech d'Al Lun.

Fait à Albi, le **03 JUIL. 2023**

Le préfet



François-Xavier LAUCH